

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/M/2

12 juillet 1995

(95-1953)

Comité de l'accès aux marchés

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 26 JUIN 1995

Président: M. Jean Saint-Jacques (Canada)

<u>Ordre du jour de la réunion</u>	<u>Page</u>
1. Règlement intérieur	1
2. Introduction des modifications du SH 96 et établissement des listes sur feuillets mobiles	2
3. Renseignements factuels sur les dérogations et rapport au Conseil du commerce des marchandises	2
4. Notifications relatives aux mesures non tarifaires et aux restrictions quantitatives	3
5. Base de données intégrée	3
6. Autres questions	3
- Réductions tarifaires appliquées par le Canada	

Introduction

Avant de passer à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a déclaré, concernant les observateurs, qu'outre les pays qui avaient engagé une procédure d'accession à l'OMC, comme il avait été convenu à la dernière réunion, les mêmes organisations internationales avaient été invitées à la présente réunion. Il a souhaité la bienvenue aux représentants de la Banque mondiale, de la CNUCED, de la FAO, du FMI et de l'OMD. Il a suggéré d'inviter ces mêmes organisations à assister à la prochaine réunion du Comité en qualité d'observateurs, en attendant que les critères et conditions concernant le statut d'observateur soient approuvés.

Le Comité en est ainsi convenu.

L'ordre du jour ci-dessus a été adopté avec l'addition, sous la rubrique "Autres questions" de la question des mesures de réduction tarifaire prises par le gouvernement canadien.

1. Règlement intérieur

1.1 Le Président a fait savoir au Comité que, comme il avait été convenu à la réunion du 25 avril 1995, le Secrétariat élaborait un document contenant un projet de règlement intérieur du Comité, fondé sur le règlement intérieur du Conseil général, qui serait distribué aux membres du Comité pour

information et pour qu'ils formulent des observations avant la prochaine réunion. Le règlement intérieur des conseils sectoriels n'ayant pas encore été adopté par le Conseil général, il lui semblait préférable de reporter l'examen de la question jusqu'à ce que le règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises soit approuvé. Il a proposé qu'entre-temps le Comité mène ses travaux de façon rationnelle et selon la pratique du GATT.

Le Comité a approuvé cette approche.

2. Introduction des modifications du SH 96 et établissement des listes sur feuillets mobiles

2.1 Le Président a constaté avec regret que très peu de progrès avaient été accomplis concernant la communication de la documentation en relation avec les modifications du SH 96 qui entreraient en vigueur le 1er janvier 1996; seul un membre, Hong Kong, avait fait parvenir sa documentation au Secrétariat aux fins de distribution. Il a instamment prié les délégations de présenter dès que possible la documentation requise concernant les modifications du SH 96. Il a également indiqué au Comité qu'il avait mené une série de consultations informelles au sujet de l'établissement des listes codifiées sur feuillets mobiles et que, même si ces consultations s'étaient révélées très utiles, elles soulevaient un grand nombre de questions techniques que le Comité devrait examiner. Il avait l'intention de poursuivre ces consultations informelles au cours des prochaines semaines et espérait régler la plupart des problèmes en suspens et soumettre des propositions concrètes au Comité dans les plus brefs délais.

2.2 Le représentant du Japon a souligné que sa délégation avait l'intention de présenter la documentation requise dans les prochains jours et souhaitait qu'on lui confirme qu'il pouvait le faire indépendamment du résultat des consultations.

2.3 Le Président a confirmé qu'il n'était pas possible de combiner l'élaboration de la documentation relative aux modifications du SH et la présentation des listes codifiées sur feuillets mobiles - même si cette solution eut été préférable - car un certain nombre de questions restaient encore à régler. Il était désormais très urgent d'incorporer les modifications du SH dans les listes et de communiquer la documentation nécessaire.

2.4 Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il serait utile que le Secrétariat élabore une note exposant la situation des listes sur feuillets mobiles qui avaient été présentées après le Tokyo Round et après leur transposition dans le Système harmonisé. Le Président a confirmé que cette liste était en cours d'élaboration.

3. Renseignements factuels sur les dérogations et rapport au Conseil du commerce des marchandises

3.1 Concernant le document G/MA/SPEC/1, daté du 22 juin 1995, qui contenait le rapport sur les activités du Comité, le Président a déclaré que le texte définitif du rapport serait établi compte tenu des débats de la présente réunion et soumis au Conseil du commerce des marchandises qui devait se réunir le 3 juillet 1995. Le rapport comprenait aussi une annexe où figuraient les renseignements factuels présentés par les délégations concernées sur la prorogation des dérogations. Ce document permettait de constater que, sur les 14 pays bénéficiant de dérogations qui expiraient le 30 juin 1995, seuls onze avaient demandé une prorogation. Pour les trois autres pays, la situation était la suivante: l'Argentine avait présenté une nouvelle liste SH pour certification; la documentation d'El Salvador concernant le SH avait été distribuée et, selon ce pays, ne contenait aucune modification pour ce qui est des taux ou des droits de négociateur primitif; quant au Malawi, il n'avait présenté aucune demande de dérogation.

3.2 Le représentant des Etats-Unis a indiqué que, comme il avait reçu le rapport en cours d'examen à une date très tardive, il n'avait pas disposé de suffisamment de temps pour le faire parvenir à ses

autorités et recevoir leurs réactions. Il se trouvait donc obligé de réserver la position de sa délégation quant à son adoption. Par ailleurs, il souhaitait que les documents pertinents soient distribués dix jours avant les réunions.

3.3 Le Président a expliqué que l'élaboration du document avait été retardée car ce n'était que ces derniers jours que la situation concernant la prorogation des dérogations avait pu être clarifiée avec les pays en question. Il est ensuite passé à l'examen du rapport paragraphe par paragraphe. Le Comité a approuvé le rapport, avec la réserve formulée par les Etats-Unis. Il a été convenu que le texte définitif de ce rapport serait établi compte tenu des débats de la présente réunion, distribué ensuite sous la cote G/MA/1 et présenté au Conseil du commerce des marchandises pour examen à sa réunion du 3 juillet 1995.

4. Notifications relatives aux mesures non tarifaires et aux restrictions quantitatives

4.1 Le Président a fait savoir au Comité que, sur la base du document G/MA/W/1 établi par le Secrétariat, il avait mené une série de consultations informelles. Il apparaissait que de nouvelles consultations seraient nécessaires avant qu'il puisse informer le Comité des progrès accomplis.

5. Base de données intégrée

5.1 Le Président a déclaré que, depuis la dernière réunion du Comité, le Secrétariat travaillait à l'élaboration d'un document qui exposerait la situation actuelle et contiendrait des propositions sur l'avenir de la BDI. Ce document serait distribué d'ici peu aux délégations. En outre, durant la semaine du 12 au 16 juin 1995, la Division des statistiques et des systèmes d'information avait procédé à une série de démonstrations très utiles sur le CD-ROM de la BDI, auxquelles toutes les délégations avaient été invitées. Le Président reviendrait sur cette question à la prochaine réunion du Comité.

5.2 Le représentant de la Banque mondiale a indiqué que la Banque avait eu le plaisir de coopérer avec l'OMC à la mise au point d'un logiciel pour la BDI et était satisfaite du résultat. Il a souligné à nouveau l'intérêt que la Banque portait à l'existence de données détaillées sur le commerce et les politiques commerciales, comme cela était envisagé dans la BDI, car ces données étaient essentielles tant pour ses travaux de recherche que pour ses activités opérationnelles. La Banque était consciente du volume de travail que la gestion et la tenue de la BDI représentaient, mais elle demandait instamment à l'OMC de poursuivre ses travaux en vue d'en achever la mise au point. De l'avis de la Banque, il faudrait à cette occasion inclure des données commerciales et tarifaires récentes, ainsi que des renseignements sur les droits préférentiels au niveau des lignes tarifaires, y compris des données sur les plafonds qui pouvaient s'appliquer à certaines préférences. En outre, la Banque demandait instamment l'inclusion d'un plus grand nombre de pays, ainsi que, dans la mesure du possible, de renseignements sur les obstacles non tarifaires, et la poursuite des travaux de manière à prendre en compte l'agriculture de manière cohérente.

6. Autres questions

- Mesures de réduction tarifaire prises par le Canada

6.1 Le représentant du Canada a fait savoir au Comité que le Canada avait annoncé qu'il entreprendrait un examen général de son régime tarifaire, comportant une étude des intrants utilisés dans le secteur manufacturier. Cette étude étant désormais terminée, le gouvernement canadien avait annoncé une réduction des taux NPF appliqués à quelque 1 500 lignes tarifaires, avec effet immédiat. Les détails de ces modifications seraient notifiés au Secrétariat dans les prochaines semaines, conformément aux procédures existantes.